

Si j'avais pris la parole devant votre association il y a trois ans pour discuter des moyens de renforcer l'Alberta et le Canada, j'aurais sans doute proposé de mettre fin au Programme énergétique national, de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger, de réduire le déficit fédéral, d'améliorer les relations entre Ottawa et les provinces et d'examiner sérieusement les problèmes causés et les occasions offertes par le commerce extérieur.

Il n'est plus nécessaire aujourd'hui d'évoquer ces objectifs. Ainsi, le déficit fédéral est de plusieurs milliards de dollars inférieur à ce qu'il aurait été avec l'ancien gouvernement.

Nous avons fait le nécessaire pour éliminer les barrières artificielles qui entravaient la croissance de l'Alberta. L'Agence d'examen de l'investissement étranger est disparue. Le programme CANAGREX est en train d'être démantelé. Le processus de privatisation est solidement enclenché.

Sur le plan international, nous avons entamé des négociations importantes avec notre plus grand partenaire commercial pour assurer et améliorer notre accès à ce marché vital. Et, ce qui est tout aussi important, nous avons réussi à donner le coup d'envoi à une nouvelle série globale de négociations sous l'égide du GATT.

Je discuterai un peu plus en détail de ces deux initiatives clés dans quelques instants. Mais je voudrais d'abord dire quelques mots de l'industrie énergétique ici, en Alberta. Je voudrais tirer les choses au clair en ce qui concerne le PEN et vous indiquer comment le présent gouvernement s'est occupé de ce dossier.

Le Programme énergétique national de l'ancien gouvernement libéral, qui jouissait du plein appui du NPD, procédait de l'hypothèse que les gouvernements pouvaient diriger l'industrie pétrolière plus efficacement que le secteur privé.

Il s'est servi du système fiscal pour dicter où devaient se faire les travaux d'exploration et d'exploitation et il a invoqué le pouvoir de réglementation du gouvernement pour chercher à imposer les priorités d'Ottawa aux sociétés d'exploration et de service, petites et grandes, et aux gouvernement provinciaux.

Cette tentative de contrôle par l'État a été un désastre, tout particulièrement pour l'Ouest canadien. Je m'y suis opposé dès le début et nous avons démantelé le